

L'OCCUPATION AMERICAINE EN IRAQ

PERSPECTIVES AMERICAINES ET IRAQUIENNES¹

PAR

MARK TESSLER²

Dans un article paru récemment dans *Questions internationales*³, j'ai présenté une partie des résultats d'un vaste sondage d'opinion publique effectué en Iraq aux mois de novembre et de décembre 2004⁴. A cette période, alors que dix-huit mois s'étaient écoulés depuis l'invasion américaine et le début de l'occupation, on pouvait y lire que la plupart des Iraquiens étaient hostiles à la présence américaine dans leur pays et ne faisaient pas confiance aux forces américaines, qu'ils étaient en grande partie favorables à l'établissement d'un système politique démocratique, mais ne s'accordaient pas sur sa laïcité ou bien sur l'importance qu'y jouerait l'Islam, et que ceux qui défendaient le projet d'une démocratie laïque étaient moins susceptibles – mais seulement à un degré très faible – d'être hostiles à l'occupation américaine. Nous procéderons ici à une analyse plus profonde des attitudes iraqiennes envers l'occupation américaine. Nous examinerons également les sentiments de la population envers le communautarisme et le nationalisme, un des problèmes de développement politique et constitutionnel les plus épineux qui ait fait son apparition depuis l'invasion américaine, et nous étudierons la relation entre ces sentiments et les opinions sur les actes des Etats-Unis en Iraq.

LES PRETENTIONS AMERICAINES QUANT A L'INVASION ET A L'OCCUPATION DE L'IRAQ

L'Administration de George W. Bush a initialement justifié l'invasion de l'Iraq en alléguant que le régime de Saddam Hussein détenait des armes de destruction massive. Elle a affirmé en avoir des preuves et a soutenu qu'il était nécessaire de prendre des mesures afin de s'assurer que Saddam Hussein ne les utiliserait pas contre les Etats-Unis ou leurs alliés ni ne les mettrait à la disposition des organisations terroristes internationales. L'Administration Bush a également avancé qu'il existait, de toute évidence, une relation entre le régime du dictateur iraquien et Al Qaïda. Elle a ainsi poussé certains Américains à cultiver la croyance erronée selon laquelle Saddam Hussein était en partie responsable des attentats du 11 septembre 2001 sur les tours du World Trade Center à New York et sur le Pentagone à Washington, D.C. Cependant, alors que l'occupation se prolongeait et que le nombre des pertes américaines et iraqiennes augmentait, il devenait de plus en plus difficile de soutenir ces fausses accusations. Il y a eu et il y a encore une polémique aux Etats-Unis sur le degré de franchise de l'administration lorsqu'elle a commencé à présenter ses arguments au public américain et au monde entier – peut-être parce que les rapports des services de renseignements qu'elle avait reçus étaient faux – et, par extension, sur la véritable nature de ses motifs : tenaient-ils à une autre raison ? Les renseignements ont-ils été « adaptés » pour s'ajuster à une politique qui avait déjà été déterminée ?

Tel était le contexte de la campagne présidentielle de novembre 2004. L'Administration adopta progressivement un raisonnement différent pour expliquer pourquoi l'invasion et l'occupation de l'Iraq avaient été nécessaires. D'une part, elle soulignait la brutalité du régime de Saddam Hussein et se plaçait en défenseur de la morale, mettant des vies américaines en danger afin de libérer le peuple iraquien de son tyran. D'autre part, elle a répété avec insistance que l'occupation apporterait la démocratie à l'Iraq et déclencherait une réaction en

¹ Article traduit de l'américain par Lucie Maupin.

² Professeur à l'Université du Michigan (Etats-Unis).

³ Mark TESSLER, « L'opinion des Iraquiens face à l'occupation américaine », n° 16, nov.-déc. 2005.

⁴ Le sondage a été réalisé avec le soutien de la National Science Foundation, sous la direction des professeurs Mark Tessler et Ronald Inglehart, de l'Université du Michigan, et du professeur Mansoor, de la Eastern Michigan University. L'équipe a travaillé en collaboration étroite avec des chercheurs iraqiens de l'Independent Institute for Administration and Civil Society Studies, basé à Bagdad. L'étude a eu recours à des techniques d'échantillonnage de probabilité spatiale pour sélectionner les sondés dans 16 des 18 provinces iraqiennes – les conditions n'ont pas permis de conduire le sondage dans les provinces du Ninawa et du Dahuk. Au total, 2 325 personnes ont été interviewées, parmi lesquelles 68,9% résidaient dans des zones urbaines et 61% étaient chiïtes, 22,5% sunnites et 16,5% kurdes. Au sein des sondés, on comptait 51,7% de femmes, 30,6% ayant un faible niveau d'éducation (moins que l'école primaire) et 13,3% diplômés de l'université, 33,8% âgés de 18 à 29 ans et 15,1% de plus de 50 ans. Pour plus d'information sur le sondage, cf. Mark TESSLER/Eleanor GAO, « Gauging Arab support for democracy », *Journal of Democracy*, n° 16, juil. 2005, pp. 85-97.

chaîne, un «effet domino» démocratique qui saperait les autres régimes autoritaires de cette zone et mettrait le monde arabe sur la voie de la démocratisation⁵. Ce ne serait pas seulement utile aux populations du Moyen-Orient, ajoutèrent les porte-parole de l'Administration : c'est essentiel pour la sécurité des Etats-Unis et du reste du monde; la persistance de l'autoritarisme dans le monde arabe et musulman crée les conditions qui donnent naissance au terrorisme, ont-ils affirmé, et, dans cette perspective, le fait d'apporter la démocratie à cette zone est un composant essentiel de ce que l'Administration qualifie de «*guerre contre le terrorisme*». Le tandem Bush-Cheney gagna de peu les élections de 2004, en partie parce qu'un nombre suffisant d'Américains avaient été convaincus par leur affirmation que la guerre en Iraq faisait partie de la guerre contre le terrorisme – car, comme l'avait déclaré l'Administration, «*nous devons combattre contre les terroristes là-bas pour ne pas avoir à les combattre ici*». Les sujets de politique intérieure ont joué un rôle encore plus important dans la victoire des Républicains, particulièrement ce qui devint communément appelé les «*questions de valeurs*» : en tête, on retrouve l'avortement et les droits des homosexuels, sans oublier la place de la religion dans les programmes scolaires et le financement fédéral de la recherche sur les cellules souches, entre autres sujets polémiques. Quoi qu'il en soit, faisant abstraction de la contribution relative de ces débats ainsi que d'autres facteurs dans le résultat des élections, le Président a continué pendant son second mandat à répliquer aux critiques sur sa politique iraquienne en arguant du développement de la démocratie et de son importance dans la guerre contre le terrorisme.

Après les élections iraquiennes de janvier 2005, l'Administration Bush a affirmé avoir vu des signes que sa politique portait ses fruits et qu'elle donnait naissance à un mouvement démocratique dans le reste du monde arabe. Non content de glorifier les élections iraquiennes, dont le taux de participation fut élevé en dépit de l'insécurité, elle attira l'attention sur les nouvelles élections en Palestine, les élections municipales en Arabie saoudite – les premières dans ce pays –, une élection présidentielle concurrentielle en Egypte – également une première dans l'histoire de ce pays – et des manifestations au Liban, qui ont contribué au retrait des forces syriennes.

Nombreux sont ceux qui considèrent avec scepticisme l'importance de ces développements, assez modestes pour la plupart. Un éminent spécialiste palestinien de sciences politiques a écrit qu'il faudra bien plus que deux élections pour construire la démocratie en Palestine⁶. Un journaliste égyptien a décrit l'élection présidentielle concurrentielle comme une simple tentative d'améliorer l'image que les Américains ont de l'Egypte, laquelle n'a entamé en rien les lois et les pratiques par lesquelles le gouvernement du Caire supprime l'opposition et la dissension⁷. Une analyse plus large de la situation, publiée dans *Foreign Policy* à la fin 2004, a conclu que, jusqu'ici du moins, «*la progression réelle vers la démocratie est minimale*»⁸. Un rapport du Fonds Carnegie pour la paix internationale a observé de façon similaire que l'on parle de réformes politiques dans quelques pays arabes, mais que cela «*ne transparait que médiocrement dans les changements concrets qui ont été introduits jusqu'à présent*»⁹. Même dans la mesure où, dans certains cas, le progrès accompli est plus grand que les critiques ne veulent l'admettre, il n'existe pas de preuve claire que ces avancées soient dues aux actions américaines en Iraq.

Alors que les sentiments de la population américaine envers la guerre en Iraq restaient mitigés, son approbation diminua fortement en 2004 et en 2005. Les pertes s'accumulaient et l'opinion publique américaine ne voyait pas de signes que la situation s'améliorait sur le lieu des hostilités. La clameur qui réclamait le retour de «*nos troupes*» devint plus ample et plus forte. En janvier 2004, 61% des Américains approuvaient la manière dont George W. Bush gérait la guerre en Iraq; en septembre, ils n'étaient plus que 48%, puis 40% en mai 2005 et,

⁵ Eric DAVIS, «Domino democracy : the challenges to United States foreign policy in a post-Saddam Iraq», in L. CURTIS (dir.), *New Directions in Post-9/11 United States Foreign Policy*, Rowman and Littlefield, Lanham, 2004.

⁶ Ziad Abu AMR, «Palestine : the region's second democracy?», *Arab Reform Bulletin*, n° 3, fév. 2005, disponible sur le site Internet www.carnegieendowment.org.

⁷ Neil MACFARQUAHAR, «Mubarak tells Egypt to hold freer elections», *Washington Post*, 24 fév. 2005, p. A20.

⁸ Marina OTTAWAY/Thomas CAROTHERS, «Middle East democracy», *Foreign Policy*, nov.-déc. 2004, pp. 22, 24.

⁹ Amy HAWTHORNE, «Political reform in the Arab world : a new ferment?», *Carnegie Endowment for International Peace Paper*, n° 52, 11 oct. 2004, disponible sur le site Internet www.carnegieendowment.org.

selon les chiffres les plus récents, 32% en septembre 2005. Interrogés sur la pertinence de l'intervention des troupes en Iraq, 59% ont déclaré aux enquêteurs que c'était une erreur, contre 38% l'année précédente¹⁰.

L'Administration Bush et ses défenseurs persistent néanmoins à affirmer qu'un progrès est en marche. Non content d'alléguer qu'un retrait des forces américaines, voire l'établissement d'une échéance de retrait, reviendrait à accorder la victoire aux insurgés, ils ont déclaré que le projet d'une constitution iraquienne élaborée par le gouvernement provisoire en octobre 2005 était une réussite encore plus éclatante. Cependant, le projet de constitution n'a pas été ratifié par une grande partie de la communauté sunnite iraquienne. De plus, puisque celui-là n'a pas fourni de directives claires sur un certain nombre de questions importantes, en particulier sur l'autonomie régionale, la distribution des revenus du pétrole et le rôle de l'Islam dans la vie politique, le combat réel pour la création d'une constitution permanente acceptable reste encore à mener.

C'est dans ce contexte d'affirmations et d'interprétations contradictoires que la guerre en Iraq a pris une importance accrue dans la politique intérieure des Etats-Unis pendant l'année 2005. Quelques-uns ont défendu cette guerre et ont maintenu qu'un retrait serait malvenu¹¹. Beaucoup d'autres ont répliqué que le projet des Etats-Unis en Iraq avait échoué et que les promesses de l'Administration de diminuer le terrorisme, d'apporter la démocratie au monde arabe et de renforcer leur propre sécurité intérieure avaient été profondément discréditées¹².

CE QUE PENSENT LES IRAQUIENS

Peu de pays arabes, voire aucun, n'ont été dirigés par un régime d'une tyrannie aussi active qu'en Iraq. Comme l'a écrit un exilé iraquien en 1994 : «*le régime Ba'ath [de Saddam Hussein] a construit un réseau de technologies de renseignement multiples, qui a infiltré tous les aspects de la société iraquienne [...] la corruption, la compétition pour l'influence et l'autorité, ainsi qu'une hiérarchie rigide ont permis à ce système d'atteindre, avec une efficacité extrême, un de ses objectifs principaux : celui de répandre un sentiment de désespoir dans la population*»¹³. Une étude plus formelle de la politique iraquienne montre que ce pays est passé sous Saddam Hussein d'une «*démocratie populaire*» à une «*démocratie totalitaire, qui en fait n'était plus en rien une démocratie*». Aux élections législatives de 1989, par exemple, «*aucun candidat de l'opposition ne fut autorisé à se présenter; au contraire, des limites encore plus strictes qu'auparavant ont été mises en œuvre pour prévenir l'entrée de figures de l'opposition*»¹⁴.

Etant donné la situation, on aurait pu penser que beaucoup d'Iraquiens, voire la majorité d'entre eux, accueillerait favorablement l'occupation des Etats-Unis; en dépit des doutes des Iraquiens sur les motivations et les intentions américaines et malgré le chaos, au moins tout va mieux que sous le régime de Saddam Hussein. En fait, les Iraquiens ne voient pas les choses sous cet angle : selon le sondage réalisé en novembre-décembre 2004, 72,8% des Iraquiens interrogés pensent que la situation était meilleure sous Saddam Hussein; 12% sont sans opinion et seuls 15,2% sont persuadés que la situation s'est améliorée suite au renversement du dictateur. De nombreuses autres questions du sondage confirment l'ampleur et la profondeur du mécontentement envers l'occupation américaine.

¹⁰ Ces résultats sont disponibles sur le site Internet pollingreport.com/iraq.htm. Cf. également «Poll finds dimmer view of Iraq war», *The Washington Post*, 8 juin 2005.

¹¹ Cf. par exemple Francis FUKUYAMA, «Invasion of the isolationists», *New York Times*, 31 août 2005, p. A19; Henry KISSINGER, «Lessons for an exit strategy», *Washington Post*, 12 août 2005, p. A19; Robert KAGAN, «Whether this war was worth it : analyzing Iraq, considering the costs of having done nothing», 19 juin 2005, p. B7.

¹² Cf. par exemple Larry DIAMOND, *Squandered Victory : the American Occupation and the Bungled Effort to Bring Democracy to Iraq*, Times Books, New York, 2005; Anthony SHADID, *Night Draws Near : Iraq's People in the Shadow of America's War*, Henry Holt, New York, 2005; Michiko KAKUTANI, «A harrowing portrait of life in postwar Iraq», *New York Times Book Review*, 9 sept. 2005, p. 27.

¹³ Isam AL-KHAFAJI, «State terror and the degradation of politics», in Fran HAZELTON (dir.), *Iraq Since the Gulf War : Prospects for Democracy*, Zed Books, Londres, 1994, pp. 20-21.

¹⁴ Ofra BENGIO, *Saddam's World : Political Discourse in Iraq*, Oxford University Press, Londres, 1998, pp. 61 et 68.

À la question : «une présence américaine prolongée serait-elle une aide ou un obstacle à l'indépendance et à la prospérité de l'Iraq?», 78,2% des personnes interrogées ont déclaré que c'était «un obstacle majeur» et 9,7% ont répondu que c'était «un obstacle». 73,7% ont affirmé n'avoir aucune confiance envers les forces américaines en Iraq et 12,5% ont dit leur faire un peu confiance.

L'étendue et la répartition des ces sentiments anti-américains sont montrés dans le tableau n° 1, qui compare les opinions des personnes interrogées, classées selon leurs communautés ethno-religieuses et selon leur âge, leur niveau d'éducation et leur sexe. Le tableau montre que les sentiments anti-américains sont bien moins prononcés chez les Kurdes qui ont été interrogés. Ceux qui connaissent bien l'Iraq ne seront pas surpris de ce résultat. En revanche, ce qui est surprenant, c'est que l'anti-américanisme est presque aussi répandu chez les Chiïtes que chez les Sunnites, bien que ceux-là aient été profondément désavantagés sous le régime de Saddam Hussein et se soient révélés être, depuis l'invasion américaine, la communauté politique la plus puissante du pays. Au-delà de ces résultats, le tableau montre que l'anti-américanisme existe dans toutes les catégories démographiques, aussi bien chez les femmes que chez les hommes, chez les individus éduqués comme chez ceux qui le sont moins, chez les jeunes comme chez les gens plus mûrs.

TABLEAU 1
Opinions sur l'occupation américaine
(en pourcentages)

		L'occupation américaine fait-elle obstacle à la prospérité et à l'indépendance de l'Iraq?			Faites-vous confiance aux forces américaines en Iraq?		
		Oui, c'est un obstacle majeur	Oui, c'est un obstacle	Peu ou pas du tout	Pas du tout	Très peu	Oui, plus ou moins
Age	18-29	76	10	14	73	11	16
	30-44	80	10	10	75	13	12
	45 et plus	78	10	12	73	15	12
Sexe	Homme	77	11	12	71	14	15
	Femme	80	8	12	77	11	12
Degré d'études	Moins que primaire	75	9	16	72	12	16
	Primaire ou une partie du secondaire	80	10	10	77	11	13
	Secondaires ou universitaires	78	11	11	71	16	13
Appartenance ethno-religieuse	Arabes sunnites	91	7	2	90	8	2
	Chiïtes	87	8	5	83	13	4
	Kurdes	28	19	53	15	18	67

Dans le même ordre d'idée, on peut se demander dans quelle mesure une orientation confessionnelle, par opposition à une simple appartenance à une communauté ethno-religieuse spécifique, a un impact sur les opinions sur l'occupation américaine. Trouver un équilibre entre la fabrication et le renforcement d'une identité nationale iraquienne, d'une part, et, d'autre part, l'établissement d'un système politique qui donnerait plus d'importance à l'autonomie régionale et dont la priorité serait de défendre les intérêts des communautés ethno-religieuses du pays fut l'un des problèmes les plus épineux des débats constitutionnels qui ont eu lieu lors de l'été 2005, d'autant plus que les Etats-Unis poussaient le gouvernement provisoire d'Iraq à finir son projet de Constitution même en l'absence d'accord sur cette question critique. Plusieurs questions du sondage de novembre-décembre 2004 portaient sur ce sujet. L'une d'entre elles demandait aux personnes sondées d'estimer l'importance relative de la préservation de l'identité et de la défense des intérêts de leur communauté ethno-religieuse (chiïtes, sunnites, kurde) et de l'effort de construction d'une identité nationale commune regroupant tous les citoyens de l'Iraq. Le code utilisé pour les réponses était une échelle allant de 1 – défendre sa communauté – à 10 – construire une identité iraquienne –, avec un score de 5 ou 6 indiquant que les deux étaient d'égale importance.

Le tableau n° 2 montre que les réponses inclinent massivement vers la construction d'une identité iraquienne, loin de la défense des identités et des intérêts communautaires.

L'échantillon de la population interrogée est divisé en quatre catégories, qui s'échelonnent sur une échelle de dix degrés : «l'identité nationale est très importante» (9-10), «l'identité nationale est assez importante» (7-8), «l'identité nationale est aussi importante que l'identité communautaire» (5-6) et «l'identité nationale est plus importante» (1-4). Ce tableau montre également la répartition variable des réponses dans les trois principales communautés ethno-religieuses iraqiennes : les Kurdes étant relativement plus concernés par leurs intérêts communautaires, leurs réponses diffèrent assez de celles des Sunnites et des Chiïtes, bien qu'une orientation nationale, plutôt que communautaire, prédomine; en ce qui concerne les Sunnites et les Chiïtes, leurs divergences sont moins prononcées que ce à quoi on aurait pu s'attendre, ce qui veut dire que, si les premiers sont habituellement considérés comme les principaux défenseurs du nationalisme iraquien, l'engagement envers une identité nationale iraquienne est à peine moins prononcé chez les seconds.

TABLEAU 2
Opinions sur les identités nationales et communautaires
(en pourcentages)

	<i>L'identité nationale est très importante</i>	<i>L'identité nationale est assez importante</i>	<i>L'identité nationale est aussi importante que l'identité communautaire</i>	<i>L'identité communautaire est plus importante</i>
Arabes sunnites	77	13	8	2
Chiïtes	71	13	12	4
Kurdes	30	23	31	16
% global	66	15	14	5

Les événements survenus depuis la conduite du sondage ont peut-être érodé l'orientation nationale de quelques-uns parmi les Chiïtes et les autres communautés. Beaucoup ont exprimé leur crainte qu'une violence ininterrompue ne donne naissance à un sectarisme accru. Le ministre français des Affaires étrangères appela en septembre 2005 à une conférence internationale de tous les partis politiques en Iraq «pour être capable de penser à demain, afin que l'Iraq reste un seul pays»¹⁵. En même temps, les données suggèrent que les pressions en faveur de l'autonomie régionale reflétées dans les débats constitutionnels peuvent être, dans une certaine mesure, le fruit des intérêts des élites politiques plutôt que l'expression d'un sentiment répandu dans la population. Si c'est le cas, ce qui voudrait dire qu'existe un fort consensus sur l'identité nationale iraquienne, le sondage offre un correctif important aux affirmations qui ne voient que des pressions régionalistes.

Reste une question sur la relation entre le nationalisme ou le sectarisme, d'une part, et les opinions des Iraquiens ordinaires sur le projet des Etats-Unis dans leur pays, d'autre part. Le tableau n° 3 compare les orientations des personnes interrogées regroupées selon leurs réponses à deux questions sur la présence américaine : la première est «l'occupation américaine fait-elle obstacle à la prospérité et à l'indépendance de l'Iraq?»; la seconde est «faites-vous confiance aux forces américaines en Iraq?». Ces questions, placées à des points différents du sondage dans le but de vérifier la cohérence des réponses, sont fortement liées. Le tableau n° 3 montre qu'il existe une corrélation très forte entre le nationalisme ou le communautarisme et les opinions sur l'occupation de l'Iraq. Les deux tendances sont très reconnaissables : l'une penche vers une identité nationale, l'autre vers la désapprobation de l'occupation. Le tableau n° 3 montre que les deux catégories convergent : dans tous les cas de figure, les Iraquiens qui sont les plus défavorables aux Etats-Unis sont ceux qui inclinent davantage vers le nationalisme que le communautarisme. Bien que l'association des opinions n'indique pas nécessairement une relation de cause à effet – il serait réducteur de dire que l'engagement envers une identité nationale iraquienne provoque l'anti-américanisme –, il semble indéniable que l'un renforce l'autre et qu'il y contribue. Certains Iraquiens vont

¹⁵ AFP, 26 sept. 2005.

jusqu'à dire que la désintégration de l'Iraq fait partie du dessein des Etats-Unis, leur objectif présumé étant d'éliminer un des Etats les plus puissants du monde arabe. Des chercheurs iraqiens libres-penseurs ont exprimé cette opinion à l'auteur à maintes reprises. Cependant, même si cette théorie du complot est incorrecte, ce qui est probablement le cas, les résultats présentés dans le tableau n° 3 montrent deux choses : en premier lieu, tandis que la violence en Iraq se prolonge et prend un caractère de plus en plus sectaire, de nombreux Iraquiens font des Etats-Unis les principaux responsables de cette situation affreuse; en second lieu, les hommes et les femmes qui désirent le plus l'unification de l'Iraq sont en majorité ceux qui condamnent sans réserve l'occupation américaine.

TABLEAU 3
**Relation entre les opinions sur l'occupation américaine
et sur les identités nationales et communautaires**
(en pourcentages)

	<i>L'occupation américaine fait-elle obstacle à la prospérité et à l'indépendance de l'Iraq?</i>			<i>Faites-vous confiance aux forces américaines en Iraq?</i>		
	Oui, c'est un obstacle majeur	Oui, c'est un obstacle	Peu ou pas du tout	Pas du tout	Très peu	Oui, plus ou moins
L'identité nationale est très importante	86	7	7	83	11	6
L'identité nationale est assez importante	71	11	18	68	14	18
L'identité nationale est aussi importante que l'identité communautaire	67	17	16	51	21	28
L'identité communautaire est plus importante	46	22	32	51	13	36

* *
*

Si le fin mot de l'occupation américaine en Iraq est encore indéterminé, il est fort probable que l'année 2006 sera une année de transition. Une grande partie de la population américaine ne fait plus confiance à la politique iraquienne de l'Administration Bush, ni à son action, ni à ses arguments et à sa vision. Les élections du Congrès de l'automne 2006 vont donc provoquer des pressions de la part des Républicains, des Démocrates et des Indépendants, pour que les pertes soient minimisées et que l'on trouve une manière de quitter le jeu sans perdre la face. Les Etats-Unis quitteront-ils l'Iraq et, si oui, quand et comment? Cette question préoccupera les observateurs en 2006; une réponse ou du moins son esquisse émergera probablement dans le cours de cette année.

Certaines questions critiques se posent également sur le côté iraquien de l'équation. Le référendum sur la Constitution organisé en octobre 2005 a fait avancer le processus politique et a rapproché le pays de la fin d'une phase de transition qui a commencé avec l'élection d'un gouvernement provisoire dix mois plus tôt. La transition sera complètement achevée avec l'élection d'un gouvernement permanent, prévue pour décembre 2005. Cependant, le degré de représentativité et de légitimité de ce gouvernement, tout comme sa manière de gérer les graves problèmes politiques et constitutionnels qui ont été remis à plus tard jusque-là, constituent des sujets épineux qui seront le point de mire de tous les regards dans l'année qui vient. Le dirigeant d'un mouvement politique sunnite est allé jusqu'à décrire la Constitution approuvée en octobre comme une «*bombe à retardement*» capable de faire éclater le pays¹⁶. Ainsi, pour les Américains comme pour les Iraquiens, 2006 sera probablement une année de

¹⁶ Hatem MUKHLIS, «Voting 'yes' to chaos», *The New York Times*, 18 oct. 2005.

décision, difficile et laborieuse.